

# APLOMB

Publication de la Fédération des Salariés de la Construction, du Bois et de l'ameublement

## SPECIAL ENGIE DECRYPTAGE DU PLAN CLAMADIEU





**A VENDRE**

**ENGIE**

**VENTE A LA DECOUPE**  
CONTACTEZ JEAN-PIERRE CLAMADIEU  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7



**Bruno BOTHUA**  
Secrétaire Général de la FNSCBA

## Édito

Depuis plusieurs mois, le groupe ENGIE, issu de la fusion entre GDF et SUEZ, fait l'objet d'un immense plan de réorganisation.

Jean-Pierre Clamadieu (Président du Conseil d'Administration) avec l'appui de l'état, souhaite en finir avec cette entreprise historique.

La première étape a été la vente des parts détenues par ENGIE dans SUEZ (30%), ouvrant ainsi l'appétit des marchés et l'OPA sur SUEZ.

En juillet dernier, Jean-Pierre Clamadieu a annoncé la séparation du groupe en 2 entités :

New ENGIE (contenant les activités historiques auxquelles s'ajoutent les énergies renouvelables et une entité nommée « BRIGHT » (contenant les activités de services). Cette entité pèserait 13 Milliards d'euros et regrouperait plus de 80 000 salariés. Pour la France, cela représente plus de 30 000 salariés dont plus de 22 000 dans notre fédération.

Cette BRIGHT serait amenée, à sortir au plus tôt, du groupe ENGIE. De nombreux fonds de pension anglo-saxons ont déjà fait part de leur intérêt sur certaines parties. Ainsi en pleine crise sanitaire et ce, malgré une résilience certaine du groupe ENGIE, celui-ci va générer une crise sociale majeure dans le pays. Nous pensons que « Bright » sans l'appui d'ENGIE, sera rapidement vendu à la découpe par les fonds de pension sacrifiant des milliers d'emplois sur l'autel de la rentabilité à court terme. Le ENGIE restant sera trop petit et donc facilement OPABLE. C'est véritablement le démantèlement d'ENGIE qui est en cours !

La FNSCBA ne peut accepter cet état de fait car ce sont non seulement des milliers d'emplois qui sont en jeu mais également l'avenir de grands groupes historiques tels INEO, AXIMA et COFELY Monde.

La fédération mettra (en collaboration avec la FNME et la FTM) tout en œuvre pour mettre fin aux velléités de Clamadieu et de son conseil. Là où certains syndicats sont déjà en train de négocier les garanties sociales, nous voulons démontrer la non-viabilité de ce projet et proposer un véritable projet d'avenir pour le groupe ENGIE. En effet, nous considérons que la complémentarité des activités (gaz, électricité, énergies renouvelables, services voire eau et déchets) permettra à ENGIE de devenir un acteur majeur de la transition énergétique, essentielle à l'avenir du pays et pour les générations à venir.

Pas de fatalisme, Ensemble et unis, nous pouvons faire échec au plan Clamadieu et à la politique du gouvernement. Nous appelons ainsi chaque syndicat, chaque syndiqué, chaque sympathisant CGT, chaque salarié chez INEO, AXIMA et COFELY, avec la fédération et ses relais, à se coordonner et lancer, partout dans le pays, des actions communes contre ce projet mortifère.

L'avenir d'ENGIE est à écrire et nous avons collectivement notre mot à dire ! Cette lutte s'inscrit dans tous les combats actuels contre la casse de nos emplois, ENGIE, SUEZ, LAFARGE, CALCIA, LAPEYRE,... tous nos champs fédéraux sont touchés et nous devons LUTTER pour GAGNER.

### Sommaire

Edito	p. 3
Le plan Clamadieu - Le démantèlement du groupe ENGIE	p. 4
Le plan Mortifère pour les salariés et des conséquences pour les usagers	p. 8
L'état Français : un bien mauvais acteur dans la gestion de l'énergie et dans la gestion des sociétés qu'il contrôle	p. 9
Pourtant d'autres pistes sont possibles et la CGT se battra pour faire avancer ses idées !	p. 10

**Fédération Nationale des Salariés**  
de la **Construction**, du **Bois**  
et de l'**Ameublement** - CGT  
263, rue de Paris, case 413  
93514 - Montreuil Cedex  
Tél. : 01 55 82 85 02  
Fax : 01 48 59 10 37  
www.construction.cgt.fr

Parution : **mars 2021**

Directeur de la publication :  
Bruno Cornet

Photos : Olivier LD

Imprimerie :  
Rivet Presse Edition  
24 Rue Claude Henri Gorceix,  
87280 Limoges



# LE PLAN CLAMADIEU... LE DEMANTELEMENT DU GROUPE ENGIE !

## ENGIE en quelques chiffres

ENGIE (ex – GDF SUEZ) est le troisième plus grand groupe mondial dans le secteur de l'énergie. Son principal actionnaire est l'État français, qui détient un quart du capital (23,64 % du capital et 33,84 % des droits de vote d'Engie).

En 2019, Engie compte 170 000 salariés (dont 70 000 en France) et son chiffre d'affaires s'élève à 60 milliards d'euros.

Le groupe Engie (fusion de l'ex-Gaz de France et l'ex-Suez) est unique par le fait qu'il rassemble toutes les compétences liées à la transition énergétique : énergie classique et renouvelable, services climatiques et thermiques, eau, traitement des déchets.

Alors que le groupe constitue un atout majeur de la transition énergétique et écologique de la France, son président, Jean-Pierre Clamadiou a décidé de le démembrer pour le vendre au plus offrant.

## Pourquoi une nouvelle stratégie ?

La stratégie Clamadiou est liée à deux points :

- un héritage toxique de l'ère Mestrallet-Kocher :

- erreur du rachat d'International Power, multinationale de production d'électricité thermique classique (un gouffre financier),

- erreur du plan de cession 2016 (se débarrasser d'activités nécessaires aux besoins et permettant de financer le

changement),

- erreur de stratégie en pensant que les énergies renouvelables et les services deviendraient la machine à cash du groupe avec des illusions sur la croissance et la rentabilité

- Distribution de dividendes supérieure au résultat engendrant un appauvrissement généralisé du groupe au détriment des investissements et des projets, de la Recherche & Développement, de la formation, de la montée en compétence des salarié-es et d'un projet industriel de qualité.

Ces erreurs auraient dû conduire à une stratégie exigeante de relance du Groupe par l'investissement, la recherche, le développement et le travail transverse des métiers, en mettant les actionnaires à contribution. C'est ce que nous préconisons !

- la volonté du gouvernement de vendre Engie :

Politiquement, le gouvernement a deux enjeux :

- vendre aux meilleures conditions : les banques d'affaires préconisent la vente par morceaux pour maximiser les prix de vente.

- vendre à des acheteurs politiquement corrects pour éviter des polémiques

## Le Plan Clamadiou : démanteler Engie en vendant au plus offrant

Depuis mai 2020, le conseil d'administration d'ENGIE a lancé un vaste programme de cessions d'activité, portant sur 15 000 postes dans le monde dont 9 000 en France. Cela incluait la vente d'ENDEL, et

de ses 5 200 salariés, qui exerce une activité industrielle stratégique et qui pourrait être un acteur majeur du démantèlement des centrales nucléaires ainsi que de nombreuses activités au sein des groupes INEO, AXIMA et COFELY. Le document interne de la direction du Groupe précisait que si les activités ne pouvaient être vendues, elles seraient arrêtées et donc les emplois seraient supprimés.

Puis fin juillet 2020, le président du conseil d'administration, Jean-Pierre CLAMADIEU annonce la mise en place d'une nouvelle stratégie basée sur 3 piliers :

- **Le développement des énergies renouvelables et des infrastructures énergétiques (transport de gaz et d'électricité)**
- **Un nouveau plan de cessions d'activité passant de 4 à 8 milliards d'euros**
- **Une scission du groupe en 2 parties, nommées respectivement « New ENGIE » et « BRIGHT »**

Le discours officiel présente les choses ainsi : le Groupe a besoin d'un rebond et n'a plus assez de ressources. Il faut donc vendre une partie des activités considérées comme non centrales (les Services) pour financer le développement des autres (ENR et Infrastructures).

## La CGT rétorque sur 3 points :

- le discours est exactement l'inverse de la stratégie de l'année précédente : il faut

lait vendre les infrastructures non centrales pour développer les services, cœur de métier. Les virages à 180 degrés vont finir par couler le Groupe.

Depuis la fusion du Groupe (entre GDF et SUEZ) en 2008, la direction expliquait que nous construisions un groupe, composé d'activités complémentaires.

Aujourd'hui, c'est le discours inverse.

- si le Groupe arrête de distribuer des dividendes sans rapport avec son résultat, il aurait les moyens d'investir sans cessions d'activités. La CGT a calculé que, de 2013 à 2019, le Groupe a distribué 15 milliards d'euros de dividendes : s'il avait « limité » sa distribution à 50% du résultat net, ce qui représente déjà beaucoup, il aurait versé 2 milliards. Ce sont donc 2 milliards par an qui ne sont pas allés vers l'investissement.

Schéma dividendes

- Si l'on peut saluer la volonté de se développer dans les énergies renouvelables, il est à noter que sur ce point, ENGIE ne pourra rattraper son retard. En effet, de nombreux concurrents sont déjà sur ce segment de marché et ENGIE n'arrive que très peu à prendre de contrats, ceci étant dû à un retard tant sur le plan technique, que sur le plan financier et lobbyiste. Tout baser sur un développement ciblé est une erreur pour Engie dont la force repose sur la complémentarité d'activités très diverses tournées vers la transition énergétique.

Le conseil d'administration du groupe a donc décidé de scinder le groupe en 2 parties : une partie services nommé « BRIGHT » et une partie énergie nommé « New ENGIE »

La partie « Bright » composé de 74 000 ETP (équivalent temps plein) soit plus de 80 000 salariés ( dont 58 000 en Europe

et 25 000 en France) est amenée, selon les dires de la direction à être cédée à un ou des fonds d'investissement. Cette partie sera composée pour la France de tous les salariés des groupes INEO (14 000 salariés) , AXIMA (7500 salariés) ainsi que les fonctions supports.

Afin de la vendre au mieux, il a déjà été engagé la réorganisation et la restructuration de certaines entités, ce qui va engendrer une inévitable casse sociale et une suppression d'emplois immense pour notre pays. Sous couvert d'un recentrage stratégique, Jean Pierre CLAMADIEU, souhaite balayer l'héritage de ses prédécesseurs et se séparer des activités pas assez rentables pour le groupe.

La partie d'ENGIE restante ne représenterait plus que la moitié de son poids actuel tant en résultat qu'en effectifs. Il est évident que la phase suivante sera la fusion acquisition avec un autre énergéticien, engendrant de nouveau des suppressions d'emplois de grande ampleur.

**Les annonces du président du conseil d'administration amorcent ainsi le démantèlement d'un Groupe historique de services publics utiles à la Nation.**

**La « doctrine Macron » de 2016 considère qu'il y a « un énergéticien de trop » en France, depuis l'arrivée de Total sur le marché du gaz et de énergies renouvelables. Cette doctrine est aussi dans la droite ligne de l'idéologie libérale qui considère qu'il faut mettre fin définitivement aux opérateurs historiques publics. Ainsi, EDF fait lui aussi l'objet d'un plan de démantèlement et de privatisation.**

## Quel avenir pour AXIMA dans « BRIGHT »



**Jean-Philippe ALVAREZ**  
Délégué Syndical AXIMA

Hier notre cher président d'ENGIE, Mr CLAMADIEU soutenait le précédent projet « TRINITY » et aujourd'hui, il décide du projet « BRIGHT ». Après l'échec de ENGIE SOLUTIONS et du projet « TRINITY », Le président a tout simplement décidé de se séparer des services d'ENGIE, AXIMA et INEO en tête, mettant ainsi en péril l'emploi de plus de 80 000 salariés de part le monde. Un non-sens industriel, stratégique et social pour la CGT !

Le groupe AXIMA de par ses activités, ne dégage pas les marges suffisantes pour contenter nos actionnaires et les marchés. Donc, les remèdes pour se soulager d'activités peu attractives sont de se séparer de ce qui rapporte le moins. Voilà de manière simple le but du plan Clamadieu !

Mais demain ? « AXIMA » sera-t-elle toujours sur les activités historiques tels que : CVCP, NUCLEAIRE, MAINTENANCE, BAR-DAGE, CONSTRUCTION, etc...

Nos futurs acquéreurs garderont-ils notre savoir-faire, et les salarié(e)s ?

Rien n'est moins sûr, l'acquéreur désirenta rentabiliser son investissement en se débarrassant rapidement des activités rapportant le moins et surtout en investissent le moins possible dans le développement !

Par exemple, une filiale d'« ENGIE », « ENDEL » dont l'activité est identique à notre pôle « AST NUCLEAIRE AXIMA » est mis en vente par le groupe laissant plus de 5200 salariés dans l'expectative !

Qu'en sera -t-il dans quelques mois pour

« AST NUCLEAIRE » ? dans quelques années ? réorienté dans d'autres secteurs ? ou bien vendu comme nos copains d'« ENDEL » ?

Nous entendons le discours de notre direction, « Ne vous occupez de rien, on s'occupe de vous... ».

Quel avenir ? quels sont les projets pour « AXIMA » ? la séparation de pôles d'activités ? et ou cessations, voir cessions d'activités ? de la découpe prévue par nos futurs patrons ?

La direction d'ENGIE nous assure qu'il n'y aura pas de pertes d'emplois, mais quand ce projet « BRIGHT » sera dans les mains de financiers, où seront les personnages rassurants d'aujourd'hui, ou seront les garanties sociales dans lesquelles on voudrait nous pousser ?

Le syndicat CGT AXIMA CONCEPT, membre de la FNCSBA, ne soutient en aucune façon ce projet « BRIGHT », et se positionne contre ! Une autre voie est possible pour ENGIE ou chacun, salarié, usager et même actionnaire, pourra y trouver une place et un avenir ! Par la complémentarité de nos activités, par la qualité de nos travaux, par notre savoir-faire, AXIMA et INEO sont parties intégrantes d'ENGIE et contribuent à sa stabilité et son développement économique.

Devant le sombre avenir que la direction nous dessine, la CGT AXIMA luttera par tous les moyens afin de garantir un véritable avenir pour nos salariés.

# DEPUIS 70 ANS AUX CÔTÉS DU BTP

Acteur de référence du BTP, nous sommes aux côtés des entreprises, artisans, salariés et retraités de ce secteur pour les protéger, les assurer et les soutenir en cas de besoin. Nous nous engageons chaque jour à proposer des services qui vous aident à avancer avec sérénité.



**PRO BTP**  
GROUPE

[www.probtp.com](http://www.probtp.com)

## Un plan Mortifère pour les salariés... et des conséquences pour les usagers

**C'est le démantèlement complet du Groupe qui se profile, entraînant des restructurations, des rachats et ventes en cascade et, au final, des risques sociaux énormes. Ce sont les emplois et les conditions sociales qui sont en danger.**

**Bref, comme pour les parts d'ENGIE dans Suez, peu importe les conséquences sociales, du moment que le prix de vente soit élevé.**

**Le combat contre le plan Clamadieu est également un combat pour l'énergie de demain, pour une planète plus propre, pour donner un avenir environnemental à nos enfants.**

Les activités de services qui font sens dans ENGIE, ne font plus sens dans un autre groupe et c'est bien un dépeçage en règle qui se profile. Cela va engendrer une casse industrielle et une casse sociale inédite en France ! En pleine crise sanitaire, le président d'ENGIE va engendrer une crise sociale profonde ! dans certains pays comme le Royaume Uni, la Belgique ou même sur le continent Africain, tous les services seront sortis.

La rentabilité de Bright en dehors d'ENGIE étant très faible (de l'ordre de 2.5 % alors que le marché est de l'ordre de 5%), le ou les fonds d'investissement devront rapidement se séparer des activités jugées non rentables ou loin du cœur de métier entraînant la destruction de nombreux emplois car BRIGHT n'aura plus la solidité d'un grand groupe à l'instar d'un Bouygues ou d'un Vinci ... Ainsi réorganisations et restructuration seront au cœur de la stratégie Bright ! On pourra y voir de nouveau, une façon pour ENGIE de sous-traiter ses réorganisations.

Le risque d'OPA sur la partie ENGIE restante (hors infrastructure) sera fort... Certains groupes, à l'instar de Total, ayant déjà fait part de leurs velléités. GDF, créé en 1947 et financé pendant de longues années par les usagers sera alors vendue totalement au privé. Un groupe historique, issu de la libération sera ainsi purement rayé de la carte !

Les conséquences d'une telle orientation sont prévisibles :

- suppressions d'emplois massives : sélection d'activités ciblées (rentabilité, avance technologique ...) et liquidation des activités restantes, chasse aux doublons, suppression des fonctions cen-

trales et services fonctionnels des entreprises achetées... Ce scénario se lit déjà dans les annonces autour de la cession de Suez !

- Perte de compétences et de savoirs faire, au moment où la relance est nécessaire.

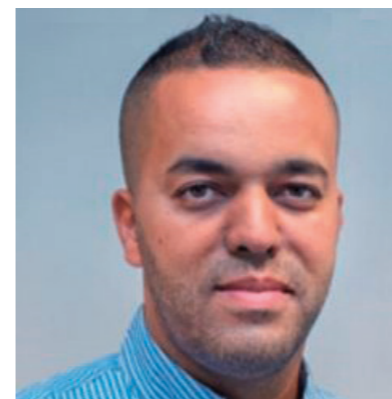
- liquidation d'ensembles historiques basés sur les services publics énergie-services-eau-propreté, outils qu'il serait précieux de conserver pour bâtir un nouveau service public de la transition énergétique.

Tout cela sera présenté comme la création ou le renforcement de «champions franco-français» ... au prix de la démolition d'un groupe historique, connu et reconnu pour son savoir-faire, et au grand bénéfice des actionnaires avec en premier lieu de l'Etat.

Les usagers : les perdants de la réorganisation

Depuis la fusion en 2008, le prix du gaz a augmenté de 80% avec un état qui reste actionnaire de référence au sein du conseil d'ENGIE. Si demain, le plan Clamadieu était exécuté, ce serait encore de nouvelles augmentations du prix du gaz et un nouveau coup porté à la transition énergétique et écologique indispensable pour les générations futures. En effet, la privatisation, ajoutée à la mise en place de la nouvelle norme gouvernementale RE2020 (suppression du gaz dans les logements individuels neufs en juin 2021 et en 2025 dans les logements collectifs) va entraîner une défiance des usagers et donc un recul vers d'autres sources d'énergie. Dans ce cadre ENGIE, n'aura alors plus les moyens d'investir dans le gaz vert et dans l'hydrogène, points clefs de notre futur énergétique.

## Vers la fin de cofely ?



**Brahim BORNi**  
Délégué Syndical Central COFELY

L'impact du projet Bright sur Engie Energie Services (Engie Cofely et Engie Réseaux) serait de se retrouver isolé et concurrent à court terme avec les entreprises INEO et AXIMA. Ainsi démanteler les services chez Engie aura des conséquences à court ou long terme sur l'avenir d'Engie Energie Services.

Pour la CGT, la première étape a été d'isoler Endel (hors du projet Bright) avec une mise en vente au plus vite. Actuellement ENDEL ne sait comment va se dessiner son avenir car aucun repreneur ne s'est manifesté publiquement et l'entreprise « végète » depuis un moment.

La deuxième étape serait la mise en place du projet Bright, avec à court terme la vente, annoncée par le président Clamadieu, d'INEO et d'AXIMA au plus offrant dans les mois à venir. Ceci même si la pérennité de ce nouveau groupe n'est clairement pas assurée.

La troisième étape serait logiquement le démantèlement d'Engie Energie Services. Effectivement au sein de cette même société cohabitent deux marques qui sont Engie Cofely et Engie Réseaux. Cet ensemble, reste rentable grâce notamment aux réseaux de chaleur gérés par Engie Réseaux. Sans ce type de contrat Engie Energie Services ne serait pas considéré comme soit disant « une pépite », et la direction annonce déjà un recentrage des activités, qui engendrera une casse sociale importante pour EES. Il est évident que si la direction avait pu facilement dissocier Cofely des réseaux, la partie COFELY non réseaux aurait rejoint BRIGHT.

Le soucis numéro un des sociétés de services au sein du groupe Engie est qu'il y avait un manque criant de synergie entre toutes les sociétés de services. D'où la création d'Engie Solutions qui aurait pu être une bonne idée en soi, mais qui n'a malheureusement fait que confirmer que la majorité des sociétés de services ne jouait pas le jeu.

A l'heure actuelle, chez Engie Energie Services, nous faisons appel à des sous-traitants (société ne faisant pas partie du groupe Engie), alors que nous pourrions faire travailler INEO, AXIMA... et ainsi faire naître un véritable groupe. C'est tout le contraire qui s'est passé, laissant les résultats financiers individuels primer sur les résultats collectifs.

D'après la direction, le groupe Engie a saisi l'opportunité de se séparer de certaines sociétés de services peu rentables car cela ne changerait pas grand-chose au fonctionnement d'Engie Energie Services et donc du futur New Engie. Nous nous inscrivons en faux sur ce constat, car c'est par la complémentarité de nos activités et de nos opportunités de contrat que nous arrivons à gagner des affaires et ainsi faire des services un enjeu important pour le groupe et pour ses salariés.

La CGT analyse que le projet Bright n'est pas une finalité, mais bien le début d'un grand démantèlement qui risque de se poursuivre dans les mois et années à venir au sein des sociétés de Services, et donc au sein de Cofely, qui resteront chez New Engie.

## L'état français : un bien mauvais acteur dans la gestion de l'énergie et dans la gestion des sociétés qu'il contrôle

**Vendre le bien commun pour financer un plan de relance, voilà la stratégie du gouvernement et de sa « start up Nation » ! C'est tout simplement un non-sens industriel, un non-sens capitaliste, un non-sens social ... L'ancien monde, court-termiste, reste de mise et ni Macron ni son gouvernement ne s'engagent vers un monde plus responsable !**

De par la loi PACTE, promulguée en 2019, l'état se donne la possibilité de sortir du capital de grands groupes comme la française des jeux, ADP, .... Et ENGIE !

Emmanuel MACRON et son ministre de l'économie souhaitent vendre les biens communs français pour engendrer un maximum d'argent.

Ceci est un non-sens car, le gouvernement vient de lancer un plan de relance d'ampleur, s'appuyant sur l'accélération de la transition énergétique et écologique. L'Etat possède ou contrôle plusieurs Groupes qui permettraient de donner l'impulsion à cette relance : le CEA, EDF et ENGIE (y compris SUEZ) ... tout en réduisant la dépense !

Ces Groupes concourent déjà à la transition énergétique (énergies, services, eau, déchets) et l'Etat, qui les contrôle, a les moyens de les mettre rapidement au service de cette transition, préparant ainsi l'avenir pour les générations futures.

Démanteler ces Groupes serait se priver d'outils existants, performants et indispensables à la réussite du plan de relance

et engendrerait des dégâts économiques et sociaux.

Que dire d'ailleurs d'un état qui se fait mettre volontairement en minorité au conseil d'administration d'une des plus grandes entreprises françaises lors de la vente des parts d'ENGIE dans SUEZ à VEOLIA ? C'est tout simplement la mise en lumière d'un état faible, fragile ne sachant pas utiliser son autorité pour le bien des citoyens ! Ce n'est pas le monde que nous défendons pour nous même et pour les générations futures.

L'Etat, actionnaire de référence, doit préserver le Groupe ENGIE, lui donner les moyens de se relancer et, en parallèle, lui fixer un contrat de service public autour de la transition énergétique, autour d'objectifs, sur tout son périmètre énergie-services-eau-propreté.

Il est important que le Groupe ait les moyens de servir la Nation et les générations futures en participant à plus de cohésion et à l'accélération de la transition énergétique, et ainsi éviter que la finance prenne définitivement le pas sur le social.

## Projet Clamadieu Bright/Connect « Mais qu'est-ce que sera demain, début ou la fin ? »



**Pascal BOIN**  
Délégué Syndical Central INEO

Monsieur Jean Pierre Clamadieu a annoncé la scission du groupe Engie, une partie restant sous la bannière Engie, la seconde sous le nom de Bright, entité qui sera cédée rapidement afin de trouver 8 milliards d'euros.

Un an après le projet Engie Solutions qui plaçait les Services, comme Inéo, au cœur de la stratégie nous voilà désormais à vendre, comme nos cousins Endel.

Ce futur plus qu'incertain nous n'en voulons pas, les questions portant sur la stratégie, l'économie, sur le social après le 30 juin sont sans réponse.

Nos concurrents directs sont adossés à des groupes puissants et reconnus,

Bright devra naviguer seul, comment peut-on parler de croissance et d'avenir en se séparant de 45% du groupe, fragilisant ainsi les 2 nouvelles entités.

Inéo va être répartie dans 2 B.U., une dans « Industrie » et la seconde dans « Tertiaire et Proximité », dans laquelle sera créé Connect, entité composée exclusivement de salariés d'Inéo, mais codétenue à 50% par Engie et 50% par Bright. La multitude de nos métiers en faisait notre richesse, demain sans Engie cela deviendra notre tendon d'Achille.

Soyons lucide, le livre d'Engie se referme pour nous mais aussi probablement pour les sociétés qui vont partir chez Engie. Alors projet Bright/Connect, début ou la fin...



# Pourtant d'autres pistes sont possibles Et la CGT se battra pour faire avancer ses idées !

***90% des salariés des services concernés par le plan clamadieu (soit plus de 22 000 salariés (hors COFELY)) font partie de notre fédération, il est important de comprendre collectivement la menace sans précédent sur le groupe ENGIE.***

Pour la CGT et en particulier pour la FNS-CBA, une autre voix est possible... une voix où salariés, état, actionnaires et usagers trouveront toute leur place :

- Conserver l'intégralité des activités et reprendre le contrôle de Suez pour jouer au maximum les complémentarités ; La logique d'un groupe comme Engie est de pouvoir offrir des solutions complexes ou qui se complètent en matière de services énergétiques, de fourniture d'énergie, voire d'eau et autres services publics.
- Relancer l'investissement dans de nouveaux projets industriels et pour cela investir dans les compétences des salarié-es pour monter en gamme sur les enjeux d'avenir : efficacité énergétique, nouvelles énergies renouvelables, services.
- Stopper la distribution de dividendes dans une période où l'urgence climatique demande un engagement important et rapide de tous.
- Juger les projets au regard des enjeux de service public et non sur le critère

d'une rentabilité à deux chiffres.

- Maintien voire remontée de l'Etat dans le capital : l'Etat a besoin de vecteurs pour accélérer la transition énergétique et Engie en est un. Privilégier une gestion de long terme avec des enjeux sociaux et sociétaux et non sur des enjeux financiers de court terme, contreproductifs et destructeurs.

Avec Engie et EDF, le pays dispose pourtant de deux points d'appui solides pour accélérer et réussir la transition énergétique et écologique nécessaire à l'avenir de la nation et des générations à venir... Le plan Clamadieu, avec l'appui de l'état, n'engage pas le groupe sur cette voie et ce sont les salariés et les générations futures qui en paieront le prix si nous n'intervenons pas !

ENGIE fait partie des entreprises qui entrent dans le bien commun, En effet, le gaz, l'électricité, et les services ne sont-ils pas des valeurs de la France ? Peut-on laisser brader tout cela sans réagir et laisser des milliers de salariés sur le bas-côté ?

